



Les élus alertent

La gravité de la situation économique et sociale du groupe Centre France motive cette déclaration votée à l'unanimité ce mercredi 4 janvier par les élus du comité de groupe.

Nous faisons le constat suivant :

- 130.000 exemplaires perdus sur 10 ans pour les quotidiens du groupe Centre-France, soit - 32% (dont le Popu à - 37% et à la Rèp - 40%). Moyenne PQR : - 28% ! Avec une accélération vertigineuse ces cinq dernières années.

- Réduction massive des effectifs, particulièrement dans les rédactions et centres d'impression (PSE, RCC, plan Prim, non-remplacements, etc.) tandis que la direction voit ses effectifs augmenter de manière significative, sans que l'on en perçoive la valeur ajoutée.

- Les missions confiées à des prestataires externes se multiplient sans transparence

- Proximité avec les habitants abandonnée dans nos zones de diffusion (suppressions d'éditions, baisse de la pagination, politique de découragement des correspondants, fermetures d'agences, baisse de la qualité de service du portage avec des suppressions massives de tournées, etc.)

- Augmentation du prix facial pour un service dégradé

- Baisse drastique des rémunérations à l'embauche jusqu'à, aujourd'hui, éprouver les plus grandes difficultés à recruter et à conserver des collaborateurs démotivés et exposés à des risques psychosociaux.

- Gestion erratique du numérique.

Pour toutes ces raisons, à l'aube d'une année pleine d'incertitudes, les élus du Comité de groupe expriment leur vive inquiétude et leurs doutes sur la capacité de la direction à piloter le navire.

Nous enjoignons les conseils d'administration des sociétés du groupe Centre France à apporter, à nos entreprises et à l'ensemble des salariés, des réponses concrètes et efficaces à tous les défis auxquels nous sommes confrontés !

Nous vous demandons d'ores-et-déjà la tenue d'un comité de groupe extraordinaire.